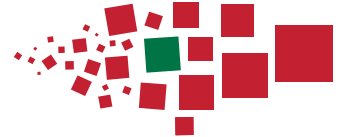




ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Intérieur

Wilaya de la Région de Rabat-Salé-Kénitra



المركز الجهوي للاستثمار
Centre Régional d'Investissement

Communiqué de presse

Rabat-Salé-Kénitra, un dynamisme des investissements au titre de l'année 2018

La région Rabat-Salé-Kénitra continue d'améliorer son attractivité et à renforcer sa compétitivité économique au niveau national. L'analyse du bilan de l'année 2018 montre que les perspectives du développement économique de la région sont très encourageantes, en témoigne le nombre de projets accordés par les différentes commissions tenues au Centre Régional d'Investissement de Rabat-Salé-Kénitra, qui a atteint 156 projets pour un montant global de 30 milliards de DH. Le nombre d'emplois à créer est estimé à 35733 postes d'emplois directs et stables.

Au titre de l'année 2018, les secteurs du tourisme, de l'habitat et de l'industrie sont montés au créneau au niveau de l'ensemble des projets d'investissements agréés. Le secteur du tourisme vient en tête avec 29.39% du montant global des projets, suivi par le secteur de l'habitat et le secteur de l'industrie.

Le secteur de l'industrie continue à occuper une position importante dans l'économie de la région avec 23.40% du montant global des projets d'investissements approuvés. La demande industrielle régionale se renforce de jour en jour principalement en ce qui concerne l'industrie automobile à travers l'installation des nouvelles unités industrielles.

Une forte croissance est également enregistrée sur le volet de la création d'entreprises avec 7450 entreprises créées, soit une augmentation de 12.2% par rapport à l'année précédente. 6356 de ces entreprises sont des personnes morales, quant aux personnes physiques elles se chiffrent à 1094 entités. La SARL prédomine avec 6272 unités soit 84,2% de l'ensemble des créations réalisées.

La répartition sectorielle des entreprises créées au niveau de la région Rabat-Salé-Kénitra montre une prédominance du secteur des services avec 4635 entreprises (62%), suivi du commerce (24%) puis du BTP (11%).